

Syndicat des propriétaires intéressés au programme de planification urbaine de Blackhead Road?

L'hon. Robert K. Andras (ministre d'État chargé des affaires urbaines): Monsieur l'Orateur, je n'ai pas eu l'occasion de juger les faits, mais je sais qu'il y a eu récemment une réunion à laquelle participaient les représentants de cette association et les fonctionnaires de la Société centrale d'hypothèques et de logement. Je serai heureux de faire accélérer les choses pour voir ce qu'il en est.

* * *

LES RESSOURCES HYDRAULIQUES

LA LOI SUR LA PROTECTION DES EAUX NAVIGABLES ET LES SOCIÉTÉS DE LA COURONNE

M. Randolph Harding (Kootenay-Ouest): Monsieur l'Orateur, à la suite de la récente déclaration du ministre de l'Environnement disant qu'Ottawa aurait dû insister pour invoquer la loi sur la protection des eaux navigables afin que soient réduits au minimum les effets défavorables du barrage Bennett situé en aval dans le parc de Wood Buffalo, j'aimerais demander au ministre si cette loi peut être invoquée contre les sociétés de la Couronne, étant donné qu'elles font l'objet de ses dispositions?

M. l'Orateur: A l'ordre s'il vous plaît. De toute évidence le député demande une interprétation juridique et sa question posée dans ces termes ne peut être recevable.

* * *

LE CANADIEN NATIONAL

LES PENSIONS—L'INDEXATION SUR LE COÛT DE LA VIE

M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser ma question au ministre des Transports. Comme les hausses des pensions des fonctionnaires à la retraite s'effectuent sur une base annuelle et que jusqu'ici, les Chemins de fer Nationaux du Canada ont accordé une hausse une fois pour toutes, le ministre dirait-il s'il poursuit ses pourparlers avec les dirigeants de la société au sujet d'une indexation annuelle des pensions sur le coût de la vie?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, je le ferai volontiers, mais jusqu'ici, je n'ai pas abordé cette question avec eux.

* * *

L'INDUSTRIE

PÂTES ET PAPIERS—LA CONCURRENCE EN FONCTION DU PROJET DE RÉFORME FISCALE

M. Gordon Ritchie (Dauphin): Monsieur l'Orateur, comme l'industrie des pâtes et papiers éprouve des diffi-

[M. Carter.]

cultés, le ministre de l'Industrie et du Commerce dirait-il si le gouvernement étudie le mémoire que lui a présenté cette industrie cette année, et s'il croit que les changements prévus dans le bill de l'impôt sur le revenu donneront raison à l'industrie qui prétend que le barème fiscal actuel la place dans une situation très désavantageuse par rapport à ses principaux concurrents?

M. l'Orateur: A l'ordre. La deuxième question du député renferme évidemment la substance d'un débat qui se déroulera peut-être au cours de la journée.

* * *

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

LE GOUVERNEMENT, LE SALARIAT ET LE PATRONAT ET L'ÉLABORATION DE POLITIQUES

M. S. Perry Ryan (Spadina): Monsieur l'Orateur, j'aimerais demander au premier ministre si le gouvernement va faire participer le secteur privé à l'élaboration de politiques économiques nouvelles et, dans l'affirmative, si l'on envisage une conférence réunissant les représentants du gouvernement, du salariat et du patronat?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, le gouvernement désire faire participer le secteur privé et différents secteurs économiques à l'élaboration de toute politique économique qu'il pourrait mettre en place. Pour le moment, aucune conférence à l'échelle nationale, peut-on dire, n'est prévue, mais des réunions ont eu lieu entre le ministre de l'Industrie et du Commerce et des groupes des milieux financiers et industriels. Le ministre de la Main-d'œuvre a également rencontré des chefs syndicaux à cette fin.

M. Ryan: Monsieur l'Orateur, compte tenu de la situation économique actuelle, le premier ministre donnera-t-il la toute première priorité à cette question?

* * *

LES NATIONS UNIES

L'ADMISSION DE LA CHINE—DEMANDE DE DÉPÔT DE LA RÉOLUTION DE L'ALBANIE

M. Heath Macquarrie (Hillsborough): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État suppléant aux Affaires extérieures et elle a trait à la résolution albanaise relative à l'admission de la Chine aux Nations Unies. A la suite de la déclaration qu'a faite hier le ministre disant qu'il était hors de question d'expulser un pays membre des Nations Unies, le ministre suppléant déposera-t-il à la Chambre le texte de la résolution albanaise qui exige en fait l'expulsion du gouvernement de Taïwan?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je ne crois pas que les faits soient tels que les a exposés le député. Il serait facile, j'en suis sûr, d'obtenir une copie de la résolution albanaise et de la déposer à la Chambre si elle le souhaite. Je ferai part de cette requête au secrétaire d'État aux Affaires extérieures.